

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

N°ST 2023_213

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 07 juillet 2023 par laquelle l'entreprise UPTTEL DECINES, représentée par Monsieur Bassem CHETIOUI, sollicite l'autorisation de réaliser des travaux concernant la réalisation de tranchet mécanisé sur l'accotement de la Route de Lyon D71K, à compter du 17 juillet 2023 pour une durée de 20 jours,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 : Autorisation : Du 17 juillet au 6 août 2023, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public Route de Lyon D71K, afin d'effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Règlementation : La circulation sera temporairement réglementée sur la Route de Lyon D71K du 17 juillet au 6 août 2023 dans les conditions définies ci-après.

Article 3 : Restriction de circulation et de stationnement : Selon les besoins du chantier :

- La circulation des véhicules se fera par alternat, régulée par des feux tricolores.
- La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h dans l'emprise des travaux.
- L'arrêt et le stationnement de tous véhicules autres que les engins de chantier seront interdits dans l'emprise du chantier.

Article 4 : Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

Article 5 : Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 07 juillet 2023,

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,
Le Responsable Bâtiments,

Jonathan ROGNIN

